

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1179<sup>e</sup>**  
**SÉANCE**

Mardi 1er octobre 1968,  
à 10 h 55

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Pages
<i>Déclaration du Président</i> . . . . .	1
<i>Election du Vice-Président</i> . . . . .	1
<i>Election du Rapporteur</i> . . . . .	1
<i>Organisation des travaux de la Commission</i> . . . . .	2

*Président:* M. Richard M. AKWEI (Ghana).

Déclaration du Président

1. Le PRÉSIDENT remercie la Commission du grand honneur qu'elle a fait au continent africain, à son pays et à lui-même en lui confiant la présidence.

2. Un ordre économique international assurant à tous les peuples un niveau de vie en rapport avec la dignité humaine est la seule condition vraiment nécessaire d'une paix durable. Cependant, à mesure que la Décennie des Nations Unies pour le développement approche de sa fin, les disparités du système économique mondial s'accroissent: le modeste objectif d'un taux de croissance global de 5 p. 100 par an assigné aux pays en voie de développement n'a pas été atteint et la proportion des ressources que les nations riches mettent à leur disposition pour leur croissance économique a diminué. Les pays en voie de développement reconnaissent qu'ils sont responsables au premier chef de leur développement économique, mais il n'en est pas moins nécessaire que la communauté internationale les aide en donnant une impulsion à cet effort.

3. La Commission aura l'occasion de procéder à un franc échange de vues sur les résultats de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et sur le fonctionnement du mécanisme permanent de la Conférence. De fait, elle pourrait recommander, après avoir examiné les arrangements institutionnels de la CNUCED, des mesures visant à mieux adapter ce mécanisme à ses objectifs. Ces modifications ne seront cependant pas automatiquement fructueuses, si les membres de la Conférence ne désirent pas sincèrement trouver des solutions aux problèmes du commerce et du développement internationaux. L'un de ces problèmes, celui du transfert des ressources financières extérieures destinées au développement, sera examiné par la Commission (point 42 de l'ordre du jour). Dans ce domaine, l'objectif assigné par la deuxième session de la CNUCED doit être considéré comme un stimulant plutôt qu'un plafond.

4. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) dans le développement économique des pays en voie de développement est tout aussi important. Sa réussite dépend, bien sûr, non seulement de son aptitude à répondre aux besoins de développement industriel accéléré de ces pays, mais aussi des ressources dont elle pourra disposer à cette fin.

5. Au cours de la session précédente, quelques progrès ont été accomplis vers la mise en service du Fonds d'équipement des Nations Unies, et M. Akwei espère qu'à la présente session des mesures complémentaires pourront être prises pour permettre au Fonds d'équipement de commencer effectivement ses opérations.

6. La communauté internationale devra consacrer les dernières années de la Décennie des Nations Unies pour le développement en cours à élaborer, pour les années 1970, une stratégie internationale du développement qui, se fondant sur les leçons de la première Décennie, contiendra des objectifs spécifiques, en même temps qu'un ensemble cohérent de mesures permettant de les atteindre. Deux années ne sont pas trop pour une tâche aussi vaste. L'un des domaines qui offrent le plus de possibilités aux pays en voie de développement est l'agriculture. Les efforts en vue de réduire la quantité de devises dépensées pour importer des aliments et en vue d'éviter les risques de maladie dus à la carence protéique offriront une bonne occasion de faire preuve d'imagination dans la planification de la production alimentaire, forme de planification qui peut en outre être reliée aux ressources réelles des pays en voie de développement. Le point 46 de l'ordre du jour (Accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles) est donc l'un des plus importants de ceux que la Commission doit examiner.

Election du Vice-Président

7. M. BRADLEY (Argentine) propose la candidature de M. Jan Mužík (Tchécoslovaquie).

8. M. KASPRZYK (Pologne), M. FRANZI (Italie), M. SCHMID (Autriche) et M. KHANACHET (Koweït) appuient cette proposition.

*M. Mužík (Tchécoslovaquie) est élu vice-président par acclamation.*

Election du Rapporteur

9. M. DUBEY (Inde) propose la candidature de M. Kjell K. Christiansen (Norvège).

10. M. BELFRAGE (Suède) appuie cette proposition.

*M. Christiansen (Norvège) est élu rapporteur par acclamation.*

Organisation des travaux de la Commission  
(A/C.2/242, A/C.2/L.1000)

11. Le **PRESIDENT** appelle l'attention des membres de la Commission sur la lettre du Président de l'Assemblée générale (A/C.2/242) dans laquelle sont énumérées les questions renvoyées par l'Assemblée à la Deuxième Commission. Il invite les délégations à présenter leurs observations sur les suggestions qu'il a formulées dans sa note (A/C.2/L.1000) au sujet de l'organisation des travaux.

12. Il convient de noter, à propos du programme proposé pour la semaine commençant le 28 octobre, que les séances plénières qui auront lieu à cette date seront sans doute consacrées à la partie a du point 34 de l'ordre du jour (Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa deuxième session), que la Commission doit en principe examiner pendant la semaine commençant le 25 novembre. Le Président n'a proposé aucune date pour l'examen du point 36 (Fonds d'équipement des Nations Unies) car il croit comprendre que les consultations concernant la date de la Conférence pour les annonces de contributions à ce fonds se poursuivent.

13. Il est prévu qu'un examen préliminaire du point 37 de l'ordre du jour (Décennie des Nations Unies pour le développement) sera combiné avec les déclarations générales, mais cela ne signifie nullement que l'examen de cette question sera terminé à ce moment. En fait un débat approfondi sur la deuxième Décennie pourra avoir lieu ultérieurement, peut-être à l'occasion de l'examen du point 34 de l'ordre du jour (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). Avant les déclarations générales, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales fera une déclaration pour ouvrir les débats.

14. Pour conclure, le Président appelle l'attention sur la note (A/INF/124) concernant le contrôle et la limitation de la documentation, que le Secrétaire général présente aux membres avant chaque session, conformément à l'alinéa b du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 2292 (XXII) de l'Assemblée générale.

15. M. **CHTOUROU** (Tunisie) fait remarquer qu'il lui paraît insuffisant d'accorder seulement trois jours, au cours de la semaine commençant le 14 octobre, à l'examen de trois points importants — le point 39 (Souveraineté permanente sur les ressources naturelles), le point 42 (Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement) et le point 40 (Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement).

16. Il propose que le point 34 (CNUCED) soit abordé le plus tôt possible après l'examen du rapport de la Conférence sur sa deuxième session en séance plénière, le 28 octobre. Enfin, après avoir consulté plusieurs délégations, la délégation tunisienne propose que la Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'équipement des Nations Unies soit reportée au 18 novembre et que le point correspondant de l'ordre du jour, le point 36, soit examiné peu après.

17. M. **SCHMID** (Autriche) s'associe à la proposition de l'orateur précédent concernant le point 34. Sa délégation accepte le programme de travail proposé par le Président et espère, notamment, que la Commission pourra commencer ses travaux le 4 octobre.

18. M. **ALLEN** (Royaume-Uni) appuie ces observations. Sa délégation doute cependant de la nécessité de réserver toute la semaine commençant le 11 novembre à l'examen du point 47 (Exode des cadres et du personnel technique qualifié de tous les niveaux qui quittent les pays en voie de développement pour s'établir dans les pays développés, ses causes, ses conséquences et mesures pratiques permettant de remédier aux problèmes qui en résultent); il se peut, évidemment, que le temps économisé à ce moment-là doive être consacré à l'examen d'un ou deux points de l'ordre du jour que l'Assemblée générale pourra renvoyer ultérieurement à la Commission.

19. Il faut espérer que les délégations qui décideront de combiner leur déclaration générale avec leur déclaration sur la Décennie des Nations Unies pour le développement (point 37) attendront, pour présenter des observations de détail sur le mécanisme de la Décennie, que cette question soit examinée ultérieurement par la Commission, peut-être en même temps que le point 34, comme l'a proposé le Président.

20. M. **DIALLO** (Haute-Volta) appuie les propositions du représentant de la Tunisie concernant la date de la Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'équipement des Nations Unies et le calendrier de l'examen des points 34 et 36. Il souhaite également qu'en plus du point 44 (Activités opérationnelles pour le développement) les points 45 (Assistance alimentaire multilatérale) et 46 (Accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles) soient examinés au cours de la semaine commençant le 4 novembre.

21. M. **BRADLEY** (Argentine) s'associe aux observations des orateurs précédents concernant l'examen du point 34. Cependant, sa délégation est préoccupée de voir que l'on prévoit peu de temps pour l'examen des points 45 et 46 et souhaite qu'il soit possible, comme vient de le proposer le représentant de la Haute-Volta, de les examiner plus longuement et à une date plus rapprochée.

22. M. **DUBEY** (Inde) dit que les parties a et b du point 34 (CNUCED), qui ont trait respectivement au rapport de la Conférence sur sa deuxième session et au quatrième rapport annuel du Conseil du commerce et du développement, doivent être examinées en même temps, puisque le Conseil du commerce et du développement a pris plusieurs décisions importantes sur des questions qui lui ont été renvoyées par la Conférence à sa deuxième session. Il faut donc souhaiter qu'au début de sa prochaine série de réunions le Conseil économique et social examinera le rapport du Conseil du commerce et du développement, de façon que la Deuxième Commission puisse examiner le point 34 au cours de la semaine du 4 novembre, comme on l'a déjà suggéré. Les opinions qui seront émises au sujet de la Décennie des Nations Unies pour le développement au cours des déclarations générales se limiteront sans nul doute à des considérations de politique générale, et les débats plus détaillés sur le

mécanisme de planification de la Décennie seront remis à plus tard, comme l'a proposé le représentant du Royaume-Uni. La délégation indienne estime aussi qu'une partie du temps réservé à l'examen des points 47, 35 (ONUDI) et 43 (Institut de formation et de recherche des Nations Unies) devrait être utilisée pour l'examen des points importants concernant l'assistance alimentaire multilatérale (point 45) et l'accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles (point 46).

23. M. FRANZI (Italie) estime que la Commission ne doit pas chercher à arrêter de manière définitive son programme de travail pour la session à venir. En revanche, elle peut convenir du calendrier pour octobre et décider en principe des questions qu'elle débattrait au mois de novembre, en se réservant ainsi une certaine liberté d'action. Les deux questions les plus importantes dont est saisie la Commission sont certainement la Décennie des Nations Unies pour le développement (point 37) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (point 34): ces questions pourront être examinées plus à fond si l'on prévoit de consacrer moins de temps aux points 47 et 44 de l'ordre du jour, qui ont un rang de priorité moins élevé. M. Franzi espère également que la Commission pourra trouver un moyen de réduire les interruptions de ses travaux résultant des réunions d'autres organes.

24. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) estime lui aussi que la Commission ne pourra pas prendre de décision définitive au sujet de son programme de travail et que le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales devrait faire sa déclaration le 4 octobre. L'organisation du travail de la Commission dépend en partie de l'ordre dans lequel le Conseil économique et social débattrait les questions dont il sera saisi lors de la reprise de sa quarante-cinquième session, puisque, par exemple, les points 45, 46 et la partie b du point 34 devront être examinés au Conseil avant d'être débattus par la Commission. M. Blau aimerait apprendre du secrétaire de la Commission quel est le programme du Conseil en ce qui concerne ces points.

25. Il y a plusieurs points sur lesquels on devrait pouvoir gagner du temps que l'on consacrerait à débattre les deux questions principales dont est saisie la Commission; les points 35, 43, 44 et 47 de l'ordre du jour ne prendront en effet probablement pas aussi longtemps qu'il est prévu dans la note du Président (A/C.2/L.1000). En outre, il semble excessif de prévoir toute une semaine au début du mois de décembre pour les réunions du Comité économique du Conseil économique et social, étant donné que la documentation et les renseignements soumis à ce comité par les institutions spécialisées et les gouvernements seront probablement insuffisants à cette époque.

26. M. DECASTIAUX (Belgique) est d'avis, lui aussi, que la Décennie des Nations Unies pour le développement est d'une importance tellement primordiale que les délégations devraient avoir la possibilité d'exposer leurs opinions sur ce sujet à propos de chaque point de l'ordre du jour de la Commission. La délégation belge estime également que le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales devrait faire sa déclaration le 4 octobre.

27. M. PIÑERA (Chili) propose de consacrer une séance de plus à l'organisation des travaux de la Commission, qui est compliquée par des facteurs externes. Les questions qui ont trait à la Décennie des Nations Unies pour le développement et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sont d'une très grande importance et doivent recevoir la priorité dans le calendrier. Il faudra tenir compte, pour fixer la date de l'examen du point 34 de l'ordre du jour, du fait que le rapport du Conseil du commerce et du développement doit être étudié en premier par l'Assemblée générale. Il conviendrait d'examiner plus en détail dans quelle mesure les déclarations générales devront être axées sur la Décennie des Nations Unies pour le développement, que l'on peut considérer comme une question clef étroitement liée à toutes les autres questions. Il convient également d'accorder toute l'importance voulue à l'étude du point 39 (Souveraineté permanente sur les ressources naturelles).

28. M. LOPEZ URZUA (Guatemala) dit qu'il ressort des débats que la Commission doit décider si elle adoptera le calendrier de travail tel que proposé par le Président (A/C.2/L.1000) ou si elle y introduira des modifications. Il considère, pour sa part, que le calendrier n'a été proposé qu'à titre provisoire et qu'on peut modifier aussi bien les périodes de temps à consacrer aux différentes questions que l'ordre dans lequel ces questions devront être débattues. Les priorités exprimées dans le calendrier devraient pouvoir subir des modifications.

29. Pour ce qui est du point relatif à la Décennie des Nations Unies pour le développement, M. López Urzúa estime que les déclarations générales devraient être faites dès que possible, afin que la Commission puisse les prendre en considération dans ses travaux ultérieurs. Il pense, lui aussi, qu'il conviendrait de reconsidérer la période de temps à consacrer à l'examen des points 47, 35 et 43 de l'ordre du jour. Ces questions sont importantes, mais le sentiment général est que d'autres questions, telles que les points 45, 46 et 34, devraient recevoir une plus grande priorité. Il propose de réexaminer le calendrier des travaux et d'effectuer les changements nécessaires.

30. M. VARELA (Panama) fait observer qu'aucun calendrier ne peut être suivi avec une rigueur absolue, car il est toujours possible que les circonstances amènent à le modifier. La délégation du Panama estime qu'au lieu de consacrer d'autres séances à la question du calendrier, il conviendrait d'adopter le calendrier proposé jusqu'à la semaine du 11 novembre. Si la Commission prenait cette décision, cela équivaldrait à accorder un vote de confiance à son bureau. Certes, il est excessif de prévoir deux semaines pour l'étude des points 44 et 47 de l'ordre du jour, mais M. Varela estime qu'il serait possible, dans la pratique, de consacrer au point 34 jusqu'à sept jours de travail au cours des semaines commençant le 4 et 11 novembre.

31. La délégation panaméenne s'inquiète de ce que l'on envisage d'aborder la question de la Décennie des Nations Unies pour le développement dans le cadre des déclarations générales. Cette question, qui est d'une importance très grande, ne devrait pas être abordée tant que les questions connexes n'auront

pas été étudiées en détail. Il ne semble pas logique, en effet, d'examiner la Décennie avant les questions concernant le financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (point 42), l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement (point 40) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (point 34).

32. La séance du 4 octobre devrait être consacrée à la déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et à autant de déclarations générales que le temps disponible en permettra. La déclaration du Secrétaire général adjoint, malgré son importance, ne doit pas nécessairement être prise en considération dans les déclarations de principe.

33. Le soin de prendre toutes les dispositions nécessaires pour avancer la date du débat sur le point 34 de l'ordre du jour devrait être confié au bureau de la Commission.

34. M. RANKIN (Canada) déclare que sa délégation partage les préoccupations exprimées par le représentant du Panama. Il est d'avis qu'il conviendrait de réexaminer le calendrier en vue de réorganiser le travail des cinq ou six premières semaines. Le 4 octobre, la Commission pourrait entendre la déclaration du Secrétaire général adjoint ainsi que les autres déclarations générales qui seraient prêtes à cette date. Il semble que la période de temps prévue par les déclarations générales soit insuffisante et la situation se complique en outre du fait qu'on veut les faire coïncider avec l'examen de la Décennie des Nations Unies pour le développement. M. Rankin, estime, comme le représentant de l'Inde, qu'il serait bon que les déclarations générales ne se rapportent à la Décennie que d'une manière générale et que cette question soit étudiée à une date ultérieure en tant que point distinct de l'ordre du jour. En retardant la Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'équipement des Nations Unies, la Commission pourrait terminer les débats sur le point 35 (ONUDI) pendant la semaine commençant le 21 octobre. En outre, la période de temps prévue pour le point 47 pourrait être réduite afin de permettre à la Commission d'accomplir d'autres travaux.

35. M. KASSUM (Secrétaire de la Commission) déclare que le Conseil économique et social examinera, pendant ses premières séances, un certain nombre de questions, dont certaines seront étudiées plus tard par la Deuxième, la Troisième et la Quatrième Commission. Trois questions en particulier sont d'une importance particulière pour la Deuxième Commission: l'assistance alimentaire multilatérale (point 45), l'accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles (point 46) et le rapport du Conseil du commerce et du développement (partie b du point 34). On avait d'abord cru que ce rapport ne serait pas prêt avant la mi-novembre, mais il semble maintenant que cette question ainsi que la question concernant les catastrophes naturelles

pourront être examinées pendant la première série de réunions du Conseil économique et social. Les dispositions prises avec les institutions spécialisées ne permettent pas de changer la date de la seconde série de réunions du Conseil. Le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et le Directeur général du Fonds monétaire international (FMI) assisteront à la troisième série de réunions du Conseil, au début du mois de décembre. Les réunions du Comité économique du Conseil, qui formeront la dernière série des réunions du Conseil et traiteront des décisions prises par la Deuxième et la Troisième Commission de l'Assemblée, commenceront seulement lorsque les travaux de ces commissions seront terminés.

36. Le PRESIDENT conclut qu'une révision du programme de travail de la Commission sera probablement nécessaire, comme il avait été prévu. Il espère que ce travail de révision pourra être accompli en l'espace de quelques séances. Il propose de convenir d'un programme de travail pour la session tout entière, à condition que ce programme ne soit pas d'une rigidité excessive.

37. Le Président estime qu'il conviendrait d'adopter le compromis suggéré par le représentant indien, visant à ce que la Décennie des Nations Unies pour le développement (point 37) soit évoquée dans le cadre des déclarations générales; cette question pourrait être examinée plus en détail en même temps que le point 34 de l'ordre du jour (CNUCED). Il s'efforcera de faire en sorte que le rapport du Conseil du commerce et du développement soit examiné par la Deuxième Commission le plus tôt possible après avoir été soumis à l'Assemblée générale, le 28 octobre.

38. Un programme de travail révisé sera préparé après consultation avec le Président du Conseil économique et social, compte tenu des opinions exprimées à la Commission; il sera prêt à la prochaine séance.

39. M. PIÑERA (Chili) reconnaît qu'il y aurait lieu de remettre à une séance ultérieure la discussion sur le programme de travail.

40. Il note, cependant, que M. McNamara, président de la BIRD, et M. Schweitzer, directeur général du FMI, viendront présenter leur rapport respectif au Conseil économique et social le 9 décembre. Toutefois, le programme de travail proposé ne permettrait à la Deuxième Commission ni de les entendre ni de commenter leurs rapports. M. Piñera demande donc que des dispositions soient prises pour en donner l'occasion à la Commission.

41. Le PRESIDENT déclare que les observations du représentant du Chili seront portées à l'attention du Président de la Banque et du Directeur général du Fonds, et qu'on s'efforcera de faire en sorte que ceux-ci puissent venir devant la Deuxième Commission.

*La séance est levée à 13 h 20.*